

POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Mesurer l'être plutôt que l'avoir

Richard Graf

Comment mesurer le progrès de notre société dans une optique à long terme ? Un atelier de travail réunissait une centaine de personnes pour se pencher sur cette question.

« La question du modèle de croissance pour l'après-crise est posée. La réponse ne pourra consister que dans une réinvention d'un modèle de croissance plus nuancé que son prédécesseur et moins étriqué dans sa sensibilité pour le bien-être de l'individu. Ce modèle aura tout à gagner s'il est d'inspiration ordolibérale et capable d'imposer à la société une croissance orientée plutôt vers la qualité que vers la quantité.(...) Finalement le modèle de croissance de demain reposera à la fois sur les trois piliers que sont l'économique, l'environnemental et le social. » C'est ainsi que le député CSV Lucien Thiel a fait les adieux au modèle de croissance luxembourgeois dans son rapport sur le budget de l'Etat pour l'exercice 2010. Dorénavant converti à l'« ordolibéralisme », il voulait aussi donner des pistes sur ce qu'on appelle le « PIB du bien-être ».

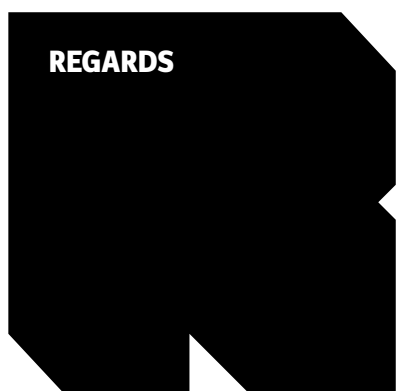
Si l'idée de se doter d'autres instruments de mesure du bien-être social que le seul produit intérieur brut (PIB) n'est pas neuve. La crise actuelle semble avoir dynamisé un débat qui ne se limite donc plus aux seuls experts en économie ou en statistiques. Le gouvernement luxembourgeois a par ailleurs chargé le Conseil Economique et Social (CES) ainsi que le Conseil pour un développement durable (CSDD) de se pencher ensemble sur un indicateur composite du bien-être « en vue de la mesure du progrès de la société et du bien-être dans une optique à long terme ».

Dans ce contexte, les deux organismes avaient invité ce mercredi pendant toute une journée à un « atelier de travail » qui devait se pencher sur la réforme du système de comptabilité nationale et du PIB. En dehors d'exposés d'experts internationaux, qui étaient appelés à dresser le tableau des débats et travaux similaires menés dans d'autres pays et sur le plan international, l'atelier proposait dans sa deuxième partie un débat auquel assistaient le ministre du travail, Nicolas Schmit, les députés Lucien Thiel et André Hoffmann, Carlo Thelen, chef économiste de la chambre de commerce, Marco Wagener, conseiller de la chambre des salariés ainsi que le journaliste Jean-Louis Schlessler.

Dans son introduction, Jean Stoll, représentant du CSDD, avait exposé combien le PIB actuel ne suffisait plus à nous informer sur les évolutions effectives de nos sociétés. N'illustrant que les flux et ne faisant aucunement état du patrimoine, le PIB ne renseigne pas sur la façon dont une société épuise ses propres ressources et celles des autres pour arriver à une croissance de son PIB. Le modèle économique dominant se base sur une surexploitation de notre « planète ronde, donc finie » comme l'expliquait l'agronome des Herd-Books luxembourgeois.

A l'économiste Thierry Pacoud revenait la charge d'expliquer les origines de la mesure de la richesse d'une nation qui a mené aux Etats-Unis, à la suite du krach de 1929 et de la grande crise qu'il engendrait, à une première définition du PIB tel que nous le connaissons actuellement.

L'orateur a illustré les limites du PIB tout en énonçant les difficultés qu'ont connues d'autres indicateurs,



La croissance retrouvée du PIB ne dit pas tout, mais elle satisfait quand même le ministre du travail, qui ose espérer pouvoir ainsi caser quelques uns des 15.000 chômeurs du Luxembourg.



PHOTO: WOXX

tel que l'indice du développement humain élaboré par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) qui englobe une dimension sociale, mesurée par exemple par l'espérance de vie et le taux de scolarisation dans une société.

Le PIB vert, qui voulait mesurer la dégradation de l'environnement et ainsi relativiser l'information donnée par le PIB classique, n'a pas eu de suite, car il s'est avéré difficile, voire impossible de mesurer de façon quantitative la valeur de l'eau polluée, des sols dégradés ou des émissions tel le CO₂.

Jean-Philippe Cotis, Directeur Général de l'INSEE - le Statec français -, rapportait les démarches de son pays pour mettre en place une sorte de tableau de bord avec plusieurs indicateurs à côté du seul PIB. Ainsi une analyse en quintiles où la population est divisé en cinq parties selon le degré de richesse montre, par exemple, que les deux tranches les plus pauvres tirent un certain profit des transferts sociaux et des services publics qu'il ne pourraient jamais se procurer soi-même s'il faudrait les payer aux prix du marché. Les autres « gagnants » du système sont les deux quintiles supérieurs : leur situation est tellement aisée qu'ils s'enrichissent de façon continue notamment à travers l'épargne. La situation du quintile du milieu cependant semble se dégrader depuis un certain temps.

En dehors de ces enquêtes sociales basées toujours sur des statistiques « objectives », l'INSEE prône aussi de plus en plus les enquêtes « subjectives » qui mesurent le sentiment de bien-être auprès des personnes sur des aspects non-quantifiables.

Cotis illustre cette démarche par un exemple très parlant : A la question « combien de chance vous donnez à ce qu'on vous rende votre porte-monnaie si vous l'aviez perdu quelque part », les Français et les Italiens donnent un taux de 10%, alors que neuf Suédois sur dix pensent pouvoir récupérer leur portefeuille et son contenu. Ces chiffres peuvent être comparés avec d'autres résultats plus objectifs : Ainsi le nombre de maladies cardiovasculaires semble en forte corrélation avec l'indicateur mentionné, qui témoigne d'une plus ou moins forte cohésion sociale.

PIBien-être

Mais le modèle français ne sera que difficilement transposable au Luxembourg : D'une part les statisticiens luxembourgeois ont beaucoup moins accès à des bases de données « sensibles » comme les déclarations d'impôts où la sécurité sociale, d'un autre côté le Statec manque tout simplement de ressources humaines nécessaires pour pouvoir mener en parallèle toutes ces enquêtes.

Le début de l'après-midi était réservé au débat qui, malgré une composition très variée de la ronde d'orateurs, ne s'avérait que marginalement contradictoire. La contradiction résidait plutôt à l'intérieur des intervenants eux-mêmes.

Ainsi, en réponse à la question s'il était satisfait de l'instrument de mesure du PIB actuel, le ministre du travail, Nicolas Schmit, se disait content d'entendre que, aux dernières nouvelles, le PIB était suffisamment à la hausse pour laisser entrevoir un espoir de création d'emplois.

D'un autre côté l'expérience aurait montré qu'il n'y a pas nécessairement un lien direct entre la croissance et le nombre de personnes qui trouvent un emploi.

Lucien Thiel rappelait les propos évoqués ci-dessus qu'il avait tenus lors du débat du budget à la chambre des députés et pouvait compter, une fois n'est pas coutume, sur l'appui de son collègue député, André Hoffmann. Evidemment, le représentant de la gauche, lui-même membre du CSDD, se devait d'insister qu'il ne suffisait pas de réviser les instruments de mesure, tel que le PIB, qui ne serait pas idéologiquement neutre. Cette façon de mesurer la comptabilité nationale remonte à une philosophie utilitariste, qui veut atteindre le plus grand bien-être pour le plus grand nombre - et qui se tait sur la façon dont cette richesse est répartie.

Carlo Thelen, qui représentait pour ainsi dire le patronat dans cette ronde, se montrait satisfait que personne ne voulait abandonner complètement le PIB. Tout comme l'économiste Joseph E. Stiglitz, prix Nobel d'économie et co-auteur du rapport sur la « mesure de la performance économique et du progrès social » au gouvernement français, il pense que ce n'est pas le PIB qui est mauvais, mais son utilisation.

Pour le syndicaliste Marco Wagner le manque d'indicateurs, tels que la répartition de la richesse, empêche pour l'instant une discussion franche sur des stratégies de développement futur de notre pays.

Le journaliste Jean-Louis Schlesser appelait à faire sortir la discussion de la seule sphère politique, afin de trouver des moyens pour objectiver le

débat. « Je fais la critique à la droite et peut-être encore plus à la gauche de ne pas avoir su quitter une certaine logique productiviste », lançait-il à l'encontre des représentants politiques.

André Hoffmann n'a pas eu d'autre choix que d'accepter cette critique, du moins en partie : « Nous avons, par moments, oublié nos sources, celle de la libération humaine du travail aliéné. » Mais le député pense que la gauche a dépassé ce stade et se pose dorénavant la question du contenu et de la signification de la croissance. Dans cette logique, un indicateur comme la durée de travail à la fois hebdomadaire et calculée par rapport à la vie active entière, permettrait un autre type de mesure du bien-être.

La journée fut clôturée par un exposé du directeur du STATEC, Serge Allegrezza, qui expliquait les travaux de son institution pour arriver à d'autres paramètres pour mesurer le bien-être de la société luxembourgeoise. D'ailleurs le PIB énerve le directeur non pas par le manque d'information qu'il comporterait, mais plutôt par un usage qui en est fait. Pour le Luxembourg, le PIB et surtout le PIB réparti par tête d'habitant n'est qu'une caricature. Selon ce paramètre, les Luxembourgeois seraient actuellement 2,5 fois plus riches que la moyenne européenne et plus de six fois plus riche que les pauvres Bulgares. Mais ce n'est pas que le PIB nous tromperait. Un autre instrument de mesure existe : le Revenu National Brut (RNB). Il fait abstraction notamment des transferts de revenus à l'étranger et réduit ainsi l'écart vers la moyenne européenne de quelque 60 pour cent.